

indépendamment des salaires. C'est ainsi que nous combattons efficacement l'inflation plutôt qu'avec des plans de singe comme ceux que l'honorable ministre expose en cette enceinte, en disant que la doctrine créditiste est de la folie. Il est facile de dire que les créditistes sont des têtes «craquées», des illettrés, mais du point de vue économique, je pense que l'honorable ministre, en demeurant dans les cadres actuels du système financier, qui veut qu'on administre un pays avec de l'argent emprunté et créé de toutes pièces par quelques individus, prouve qu'en économie il n'est pas trop versé. Il n'est pas tellement un économiste de rareté au sein de l'abondance. Nous avons au Canada de ces économistes qui renseignent les gouvernements, qui conseillent le premier ministre et les provinces et qui sont perdus dans la brume. Oui. La tête leur flotte dans les nuages, les deux pieds vers la lune et ils ne comprennent absolument rien. Pourquoi? Parce qu'on les fait raisonner selon le système.

Administrons les taxes que nous pouvons percevoir. C'est le système que l'honorable ministre des Postes et des Communications connaît si bien. Mais il a continué en disant:

Bertrand de Jouvenal nous rappelle un proverbe arménien ...

Il est instruit, le ministre!

... qui dit: «La terre est une marmite et l'homme n'est qu'une cuiller dans cette marmite». Et le député de Témiscamingue (M. Caouette) de renchérir: «Nous vous donnerons du pain». Notez bien, non pas du travail, mais bien du pain.

Le pain abonde et les Canadiens en manquent. Est-ce que c'est plus bête de distribuer le pain que de le laisser moisir et de dire comme l'honorable ministre: Eh bien, ce qu'il vous faut, c'est du travail.

Que l'honorable ministre se lève avec l'autre ministre qui s'attaquait au Crédit social. Qu'ils en donnent donc du travail aux chômeurs de Montréal! Voilà ce qu'ils demandent. Actuellement, on ne leur en donne pas et on leur dit: C'est dommage, mais nous sommes dans une mauvaise situation, il sévit une crise d'inflation. Est-ce à dire qu'il faille laisser pourrir les marchandises dans les magasins, laisser moisir le pain et laisser les chômeurs se serrer la ceinture? A chaque budget qu'on nous présente, c'est la même ritournelle. Quant au travail, on n'en a pas à leur donner. On n'a pas trouvé d'autres emplois pour les chômeurs canadiens.

Monsieur l'Orateur, quelle solution propose-t-on? On dit que les créditistes déclarent: Vous allez donner du pain, mais non pas du travail. Le ministre dit, et je cite:

[Traduction]

**M. l'Orateur suppléant:** A l'ordre. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est écoulé.

[M. Caouette.]

**Des voix:** Continuez.

**M. l'Orateur suppléant:** La Chambre permet-elle au député de continuer?

**Des voix:** D'accord.

[Français]

**M. Caouette:** Monsieur l'Orateur, je remercie mes collègues des deux côtés de la Chambre d'être toujours aussi gentils avec moi, mais je pense que ce que je dis là les intéresse. Même l'honorable ministre est heureux que je lui allume sa lanterne afin de lui permettre de voir clair, de ne pas dire de sottises à l'endroit du Crédit social comme il le fait souvent, parce que je crois sincèrement que le ministre des Postes et des Communications est un homme intelligent et que s'il se donnait la peine d'étudier le Crédit social, il serait créditiste depuis longtemps et il serait sorti des rangs des requins de la finance, au Canada. C'est difficile—je ne demande pas au Saint-Esprit de l'éclairer—mais je lui demande de se servir de son intelligence avant d'agir et de faire des déclarations. L'honorable ministre disait, et je cite:

Les socialistes et les communistes sont pourtant plus honnêtes que cela; ils reconnaissent au moins la nécessité du travail et s'accordent pour dire que le principe fondamental sur lequel doit reposer toute société doit être une récompense, en quelque sorte, proportionnelle à l'effort, à l'initiative et à la contribution économique de l'individu.

Y a-t-il des individus qui refusent de contribuer à l'expansion économique de leur pays? Tous ceux que je connais moi, qui bénéficient du bien-être social présentement ont hâte de se trouver un emploi, grâce auquel ils pourraient gagner \$5,000 ou \$6,000 par année au lieu de recevoir des pitances de \$125, \$130 ou \$135 par mois pour faire vivre une famille de cinq ou six personnes à charge, à la maison. Ces gens-là voudraient travailler. Est-ce que l'honorable ministre leur procure du travail? Non! On va leur dire: Cela ne va pas bien. Attendons la relance économique.

En attendant, on augmente les impôts, on augmente les taxes, on parle de bien-être social. Tous ceux qui reçoivent actuellement des allocations de bien-être social, au Canada, seraient heureux de participer à l'accroissement de la production canadienne si on leur donnait les moyens de le faire et si on les payait pour le faire au lieu de les payer à ne rien faire. En effet, si l'un d'eux se fait prendre à travailler, on le prive de ses allocations. Si, grâce à son travail, il gagne \$100 par mois, il est menacé de perdre \$150 d'allocations de bien-être social. Il est clair que ce citoyen n'aimera pas aller travailler.

Toutefois, la majorité des Canadiens désirent travailler. Les créditistes savent que le